

Compte rendu du CTL 22/09/2016

Des réorganisations de services en briques à jouer.

Une motion commune dénonce l'Adaptation des Structures au Réseau (ASR) dès le début. Elle sera présentée lors du CHSCT du 17 Octobre et du CTL du 20 octobre 2016.

Nous avons évoqué de suite la situation du Centre des Finances Publiques de Tourcoing. Pour la fusion des 2 SIP du site, chaque chef de service des SIP a avancé un projet. Comme il y a prolongation des réflexions sur l'implantation spatiale, les projets ne nous sont pas encore présentés. Pour les SIE, les chefs de service auraient réuni leurs équipes pour leurs réaménagements ; le projet est plus avancé grâce à la participation des agents.

Concernant la trésorerie municipale, le plan actuel est d'avoir une équipe séparée en deux au 1er étage à la demande du chef de service. Pour leur nouvelle installation dans les anciens bureaux dévolus à la BDCFI, une cloison sera abattue, afin d'augmenter leur espace de travail. La Direction n'a jamais précisé si les agents s'installeront dehors ou sur les genoux de leurs collègues.

Les services communs voient leur local du 1er étage passer au 6e étage.

Et pour l'accueil, la Direction a tenu à désolidariser son réaménagement des actuelles restructurations de services. Un projet expliqué aux agents circule et n'est toujours pas validé. Le DRFiP précise qu'il ne s'agit que d'hypothèses faites par les chefs de services et que la présentation aux agents est prématurée. Mais comme à chaque fois, il sera certainement appliqué sous peu avant d'être présenté en CHSCT et en CTL.

Pour le Service Facturier (SFACT), l'arrivée de l'Education Nationale et surtout du SGAMI (Secrétariats Généraux pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur), ont engendré une forte augmentation des délais de paiements. Le dysfonctionnement serait lié à l'impréparation de ces administrations.

Le service de visa classique disparaîtrait au profit du SFACT. Les agents seraient intégrés pour partie au SFACT et pour l'autre dans une cellule de contrôle au service comptable. Sur la question des deux agents qui disparaissent de l'organigramme, la Direction s'étonne et ne dit mot. Par contre, le service a récupéré des agents de ces ministères depuis le 1^{er} janvier 2016.

Les missions et les lieux de travail restent inchangés, les agents devront suivre une formation obligatoire suite à la réforme des marchés publics. Certains seront spécialisés sur les marchés complexes. Le SFACT sera amené à se généraliser aux autres ministères.

Solidaires Finances Publiques s'est abstenu.

Concernant l'expérimentation du **Service d' Appui au Réseau** (SAR), le Nord, encore une fois, est partie prenante. Ce projet nous est présenté d'abord comme une réalisation d'économie budgétaire, une hausse de la productivité et une nouvelle gestion d'un système de renfort. Ce service sera composé d'EDR qui effectueront des opérations de dépenses des collectivités pour le compte d'un comptable publique. Huit à dix trésoreries seront sélectionnées parmi les petits et moyens postes en difficulté dont les budgets sont dématérialisés même partiellement. Le comptable devra signer un protocole qui ne le soustrait pas à sa responsabilité.

Cette expérimentation va montrer une nouvelle forme de concentration des tâches qui va finir par vider les trésoreries de leur travail en SPL. A terme, si le travail peut être centralisé avec moins d'agents (la théorie) , les trésoreries n'auront donc plus besoin des agents traitant le SPL. Donc, cela conduira de façon prématurée, comme à chaque fois, à des suppressions de postes.

L'expérimentation du travail à distance entre le SIE de Maubeuge et une antenne située à Avesnes-sur-Helpe s'inscrit dans le cadre d'une expérimentation nationale. Elle permet à deux agents ne souhaitant pas suivre leur emploi de continuer à exercer des missions dévolues au SIE.

Cette expérimentation est prolongée du fait de la carence d'effectifs sur Maubeuge ; carence partiellement comblée par la présence d'EDR. Solidaires Finances Publiques a redemandé le bilan de l'expérimentation qui s'est terminée le 31 août 2016. La Direction a répondu que les informations fournies seraient celles du bilan national. Le problème de savoir qui contacter pour les entreprises n'a pas été résolu. Solidaires FP s'est inquiété de la gestion des EDR, entre le manque d'effectifs criant au SIE de Maubeuge et les futures fusions des SIE de Le Quesnoy, du SIE de Denain avec les SIE de la Rhonelle et du Val de Scarpe à Valenciennes. La Direction a répondu qu'elle gérerait les besoins de renfort selon la procédure habituelle.

Une nouvelle fois la Direction utilise les EDR comme pompiers de services. Solidaires Finances Publiques a déjà critiqué à maintes reprises cette pratique. Les EDR étant affectés à toutes les expérimentations en cours au sein de la DRFiP, ces derniers ne pourront donc pas être affectés en renfort dans les services de plus en plus déficitaires d'emplois.

Sur les questions diverses de Solidaires Finances Publiques, somme toute déjà très nombreuses pour une rentrée :

Sur FDD, Solidaires FiP a fait remarquer que certains agents ont un problème de délai de mise en paiement. C'est en cours de résolution selon la Direction. Les collègues qui gèrent FDD n'ont pas été aidés.

Au CPS, vos représentants ont fait remonter ou rappelé plusieurs problèmes courants au CPS :

L'apparition des grades et échelons des cadres C qui répondent sur E-contact,

La messagerie ne fonctionne pas correctement,

Un problème de majoration de 10% pour les mensualisés à l'IR faute d'une sortie involontaire de la mensualisation.

La Direction a pris note de nos remarques et vérifiera la possibilité de les résoudre.



Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur la création du **SPFE** de Lille (service publicité foncière et enregistrement).

Le projet de fusion du SPF Lille 3 et des pôles enregistrement de Grand Lille Est, Lomme et Roubaix pour former un SPFE, semble avancer sans concertation.

Le peu d'informations transmises par les chefs de services semble erroné ou au mieux anticipé. L'absence de cadre A, la polyvalence et l'absence de travaux d'installation à la cité administrative..."Des rumeurs" répond le Directeur.

La Direction indique avoir d'abord rendu visite aux collègues de Roubaix et Lomme car ces derniers auront en plus la contrainte géographique s'ils souhaitent suivre la mission à Lille.

Nous avons eu confirmation que l'avis de tous les collègues sera sollicité notamment sur l'aménagement des locaux et l'organisation du travail à l'occasion de groupes de travail.

Solidaires Finances Publiques a souhaité et obtenu qu'une réunion de synthèse avec les collègues de tous les services concernés soit organisée afin qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause sur leur avenir. La Direction consultera les agents en novembre.

Une solution de repli est d'ores et déjà prévue si la plupart des collègues ne suivaient pas la mission.

Au sujet du **déploiement des nouveaux écrans**, la Direction a rappelé les consignes données à la DISI. Lors de l'installation d'un double écran, fourniture obligatoire de deux écrans de même taille et retrait systématique de l'ancien matériel lors de l'installation d'un écran simple. Les consignes n'ont semble-t-il pas été respectées au détriment de la santé des agents.

L'expérimentation de la cellule **VTREC** sera étendue aux professionnels de Lille, alors que la Direction Générale souhaitait aller plus vite et l'étendre à tous les particuliers et professionnels du département.

La **permanence de Lambersart** va se transformer en accueil sur rendez-vous dès que possible.

La Direction a de nouveau fait appel à 12 **services civiques** pour l'année 2017. Ils seront affectés à Douai, Dunkerque, Lille Cité, Lomme, Roubaix et Valenciennes.

Un problème de ligne téléphonique retarde l'installation des collègues sur le site de **Bavay**.

Les stagiaires du **Centre de Formation** pourront se restaurer au lycée Baggio car ils n'ont plus accès au CROUS. Toujours aucune volonté de la Direction d'installer un service de restauration à l'INM.

Nous avons fait remarquer l'absence d'informations sur **RIALTO MEMO** un nouveau logiciel pour la vérification alors que les collègues sont déjà en formation. Il sera présenté à un prochain CHSCT puis en CTL.

Conséquences des arbitrages de la Direction, les services de contrôle et de **vérification de Fives** ayant perdu 4 collègues au profit du STDR, l'ambiance de travail et les résultats de leur service d'origine en ont pâti. Nous avons demandé qu'il soit tenu compte de cette situation lors de la prochaine campagne d'évaluation.

A **Fives**, changement des horaires et une journée de fermeture..."Rumeur" répond le président.



A **Tourcoing**, fermeture le jeudi..."Rumeur" répond le président.

Certaines initiatives de chefs de services dont **l'accueil** uniquement **sur rendez vous** et l'accueil en 3 minutes ont été fustigées par le Directeur. Il a tenu une nouvelle fois à préciser que l'accueil sur rendez-vous ne remplacerait pas l'accueil classique.

Nous répondons : « Rumeur »

Une fois de plus, le malaise des agents est ressenti devant tant de questions diverses alors que la période d'été est plutôt sujette au calme.

Une fois de plus, la Direction démontre qu'elle ne connaît pas la vie quotidienne dans les services ou qu'elle l'ignore volontairement.

